

Budget : valse des milliards au profit du capital

Le gouvernement a présenté lundi 28 septembre son projet de budget pour 2020. Il est basé sur une prévision de recul du PIB de 10 % en 2020 et un rebond de 8 % en 2021. Ce qui est hasardeux vu l'emballement de la pandémie. Le détail de ce budget sera certainement modifié en fonction des événements mais son fil directeur est simple : favoriser les entreprises et limiter au minimum le coût des mesures de protection de la population.

Le volet « entreprises » se situe dans le prolongement du « plan de relance », avec notamment la baisse des impôts de production et celle de l'impôt sur les sociétés. Ces mesures n'auront aucun effet positif sur la situation en 2021 : tous les économistes un peu sérieux en conviennent, y compris ceux favorables à des aides aux entreprises. Mais le pouvoir persiste : moins les entreprises payent d'impôt, mieux c'est, sans aucune contrepartie. Les premiers gagnants vont être les grands groupes, libres de continuer à fermer des établissements et à supprimer des emplois.

L'austérité est du côté des dépenses, que le gouvernement vise à comprimer par rapport au niveau atteint en 2020, tant pour les dépenses de l'État (tout en continuant à aider les entreprises) que pour celles de la Sécurité sociale. Le nombre total des emplois publics baisse légèrement. Aucun emploi supplémentaire n'est en particulier prévu dans la santé ni dans l'éducation, au moins pour faire face au rebond de l'épidémie.

Le déficit public passerait de 10,2 % du PIB cette année à 6,7 % l'année prochaine malgré la baisse des impôts sur les entreprises et la première étape de la suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % de ménages aux revenus les plus élevés. Les plus riches vont continuer à bénéficier de la transformation de l'impôt sur la fortune et de la réduction de l'impôt sur les revenus du capital. Quant à l'écologie, le prétendu « budget vert » comprend une foule de mesures disparates et plus ou moins utiles et il enterre une préconisation de plus de la Convention citoyenne sur le climat : un malus sur les voitures les plus lourdes.

Autrement dit, derrière la valse des milliards, les services publics et la grande majorité de la population vont continuer à payer la crise. Et ensuite, ce sera plus d'austérité au nom du remboursement de la dette. À cette logique, il faut opposer un plan de revendications qui, en matière budgétaire, doit en priorité comprendre les embauches nécessaires dans la santé et l'éducation et, pour les financer, une taxe de crise sur les grandes fortunes et les hauts revenus. Mais seules des mobilisations d'ampleur lui donneront une réalité.

Le NPA65, Tarbes, le 30 septembre 2020.